

Édition revue et augmentée d'une introduction inédite.

C'est une politique secrète qui fut menée par Paris au Rwanda de 1990 à 1994. Elle fut décidée par quelques-uns, qui agirent hors de toute règle, hors de tout débat et au prix d'importantes entorses à la légalité républicaine.

Voilà l'inavouable.

Cette politique fut une "erreur criminelle". Elle n'a été mise au jour qu'après le dernier génocide du xx^e siècle. Depuis, une trentaine de responsables se cachent derrière "la France".

En bien à l'abri derrière ce paravent, ces hommes politiques et militaires, avec leurs porte-voix, n'hésitent pas à multiplier déclarations outrancières, procès d'intentions et écrans de fumée. Pour que, surtout, nul n'aille regarder de l'autre côté.

C'est pour ces raisons que j'ai décidé de republier *L'Inavouable, La France au Rwanda*. Sorti en 2004, ce livre a été le fruit d'un travail de dix ans. Il a nourri la discussion et pas un de ses éléments n'a jamais été démenti.

Le jeu de cache-cache n'a que trop duré. Cela fait quinze ans. Il est temps. »

« Patrick de Saint-Exupéry est écouté, certains responsables français au plus haut niveau pourraient un jour se voir accuser de complicité de génocide. »
Cécile Braeckman, *Le Soir*

« Sur le comportement (accablant) de la France avant, pendant et après le génocide, il faut lire ce réquisitoire. »
Jacques Amalric, *Libération*

« Avec courage, Patrick de Saint-Exupéry fait œuvre salutaire. »
Charles Ambroschini, *Le Figaro*

« Un livre courageux, précis et émouvant. »
Benjamin Ivry, *The Wall Street Journal*

« Un essai implacable et courageux »
Vincent Hugueux, *L'Express*

« Saint-Exupéry a l'œil absolu comme d'autres en musique ont l'oreille absolue. Il raconte et on le suit. Il fait des comptes qui ne plairont pas aux diplomates. Mais s'agit-il de plaire ? Car la France arma et protégea les tueurs. »
Éric Fottorino, *Le Monde*

Patrick de Saint-Exupéry est cofondateur et rédacteur en chef de la revue *XXI*, après avoir été grand reporter pendant vingt ans au *Figaro*. Il a reçu le prix Albert-Londres, le prix Humm et le prix Bayeux des correspondants de guerre.

Patrick de Saint-Exupéry

Complices de l'Inavouable

les arènes

Général Didier Tauzin
Amiral Lanxade
Général Jean-Dominique
Pierre Huchon de Villepin
Colonel Grégoire de Saint-Quentin
Général BNP
Jacques Rosier
Colonel Patrice Sartre
Colonel de Stabenrath
Pierre-Yves Gilleron
Crédit lyonnais
Édouard Balladur
Paul Barril
Amiral Marin Gillier
Général Lafourcade
Général Christian Quesnot
Jean-Marc Rochereau de La Sablière
Jean-Michel Marlaud
Hubert Védrine
Juge Bruguière
Alain Juppé
Bruno Delaye
Jean-Yves Ollivier
Bernard Debré
Général Raymond Germanos
Dominique Pin
Pierre Péan
François Léotard
Paul Dijoud
Michel Robardey
Jean-Christophe Mitterrand

Couverture SuperStudio

949.690.3

ISBN : 978-2-35204-083-5

19,80 €



administration, ait délibérément choisi de s'impliquer auprès d'une faction? »

La mission parlementaire sur le Rwanda vient d'entamer ses travaux...

À l'occasion du quatrième anniversaire du génocide, la presse publie de nombreuses enquêtes tout au long de la semaine du 6 avril 1998. Toutes vont dans le même sens. Les titres du *Figaro*, systématiquement barrés d'un « France-Rwanda », sont sans appel : « Un mystérieux attentat détonateur du génocide », « Dangereuses liaisons », « Services, réseaux, familles », « Des mensonges d'État », « Les armes du génocide ».

Les autorités politiques sont interpellées. Le chef du service étranger du *Figaro*, Charles Lambroschini, écrit : « *La gauche a fauté en refusant d'inventorier le bilan de François Mitterrand. La droite a péché en esquivant, au nom de la continuité de l'État, tout examen sérieux des circonstances de la tragédie.* »

Les lecteurs, eux, sont plongés dans un monde fait de manipulations et de pseudo-évidences. Nombre de certitudes sont balayées. Présenté jusqu'alors comme un « coup de sang », comme une brutale réaction de vengeance à l'assassinat d'un chef d'État, le génocide tutsi prend brutalement l'allure d'une mécanique complexe et sophistiquée.

Dans notre enquête, nous citons plusieurs officiers de haut rang qui nous ont confié des éléments sur les opérations menées par Paris au Rwanda. Secrètes, celles-ci impliquent l'ensemble de nos troupes de l'ombre. L'un d'eux nous a dévoilé ceci, Monsieur : « *De 1990 à 1993, nous avons eu cent cinquante hommes au Rwanda, dont le boulot était de former des officiers et des sous-officiers rwandais. Ces hommes étaient issus du 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa) et du 2^e REP, deux régiments de la 11^e division parachutiste (DP)* ».

La 11^e DP est le creuset du service « action », le bras armé de la DGSE. C'est dans cette division que sont immergés soldats et spécialistes en attente de missions spéciales. Notre interlocuteur le précise d'ailleurs : « *Pour mémoire, la DGSE recrute essentiellement ses cadres à la 11^e DP.* » Il ajoute : « *Il y avait aussi des hommes issus du 1^{er} RPIMa, un régiment rattaché au Commandement des opérations spéciales. Et un certain nombre de Commandos de recherche et d'action en profondeur (Crap).* »

Nous expliquons encore que les ramifications des trafics d'armes remontent au cœur de la République. Un exemple, Monsieur, un simple exemple car il en est de nombreux autres. Le 4 juin 1994, deux personnalités quittent l'Afrique du Sud pour les Seychelles : le colonel rwandais Théoneste Bagosora, aujourd'hui en cours de jugement à Arusha, considéré comme le cerveau du

génocide; Willem Petrus Ehlers, l'ancien secrétaire privé de P. W. Botha, l'ex-président sud-africain (1978-1989).

Arrivés aux Seychelles, les deux hommes finalisent une transaction portant sur un lot de quatre-vingts tonnes d'armes. Nous notons que le lot correspond presque exactement à une commande transmise, début mai 1994, aux autorités françaises. Le 27 avril, le « ministre des Affaires étrangères » du gouvernement des tueurs, Jérôme Bicamumpaka, venait en effet d'être reçu par l'Élysée, Matignon et les Affaires étrangères.

Les armes sont acheminées à Goma « *par deux rotations d'un avion de la compagnie Air Zaïre, un DC 8 Cargo immatriculé 9QCLV* », précise une commission d'enquête de l'ONU. Goma est alors la tête de pont de l'opération Turquoise, et un embargo sur les ventes d'armes au Rwanda a été voté par l'ONU.

Le paiement, effectué à partir du compte bancaire en Suisse de Willem Petrus Ehlers, est réalisé en deux temps : le 15 juin 1994, par un virement de 180 000 dollars; puis le 17 juin 1994, par un virement de 150 000 dollars. À chaque veille de paiement, ce même compte est crédité : le 14 juin 1994, de 592 784 dollars; puis, le 16 juin 1994, de 734 099 dollars. Les fonds proviennent d'un compte tenu en France par la Banque nationale de Paris (BNP). Le donneur d'ordre est la Banque nationale du Rwanda (BNR). Durant la tran-

saction, près d'un million de dollars disparaissent dans un trou noir. Willem Petrus Ehlers affirme, quant à lui, n'avoir jamais perçu sa commission de 5 %.

Nous relevons que, selon les données officielles, le gouvernement des tueurs a effectué, à partir de la BNR, des transferts à hauteur de 17 820 000 dollars entre les mois d'avril et d'août 1994. Plus de 6 440 200 dollars en chèques de voyage ont également été emportés par les anciens dignitaires rwandais. Une partie de ces fonds volés ont, d'évidence, pris la direction de la France. Et ce trésor de guerre sert à acheter des armes.

Les membres de « *la famille franco-africaine* » sont omniprésents dans le dossier. Nous le constatons, Monsieur, au travers du trafic d'armes que nous venons d'examiner. Les autorités françaises ne peuvent ignorer la transaction des Seychelles. Elle est « couverte », c'est-à-dire clandestine mais assumée.

Théoneste Bagosora, le cerveau du génocide, est proche de la France. Il est de la famille : il fut le premier officier rwandais à suivre une formation à l'École de guerre, à Paris. Quant à Willem Petrus Ehlers, l'ancien secrétaire privé du président sud-africain, s'il n'est pas de la famille il y est apparenté : de 1970 à 1972, il a suivi un entraînement militaire sur les sous-marins de Toulon et Lorient, et il est en contact avec Jean-Yves Ollivier, une relation de Michel Roussin.

En juin 1997, Théoneste Bagosora déclarera devant le tribunal d'Arusha : « *Mon affaire est plus politique que pénale. Plusieurs pays sont impliqués dans le dossier dont je fais l'objet.* »¹

L'ombre de l'Élysée, remarquons-nous, pèse à chaque tournant de la tragédie rwandaise. Chef de la mission de coopération civile à Kigali de 1981 à 1984, Thérèse Pujolle en témoigne. En 1983, elle est sommée de se taire : « *Les droits de l'homme ne vous regardent pas. Faites du développement* », lui ordonne-t-on.

Cette même année, Jean-Christophe Mitterrand se rend en visite privée au Rwanda. Thérèse Pujolle raconte : « *C'était incroyable, il avait un hélicoptère à sa disposition pour aller en safari photo. Le gendarme de la coopération a protesté, il a perdu. À chaque fois que Jean-Christophe Mitterrand débarquait, quinze Mercedes l'attendaient.* » Et ajoute : « *On constatera une complicité incroyable, un compagnonnage auquel on ne comprendra rien entre Jean-Christophe Mitterrand, fils du président français, et Jean-Pierre Habyarimana, fils du président rwandais.* »

À son départ en 1984, Thérèse Pujolle laisse derrière elle un rapport intitulé *La Nuit rwandaise s'épaissit*. Elle explique : « *L'aide extérieure était devenue tellement*

1. Agence Hirondelle, dépêche du 28 janvier 2004.

importante que les appétits locaux se sont déchaînés. Le palais présidentiel n'a plus voulu partager. Dans l'armée, c'était une telle guerre des clans que beaucoup de choses ont fini par nous échapper. »

Enfin, Monsieur, nous relevons que la droite et la gauche sont impliquées. À dater d'avril 1993, soit un an avant le génocide, le gouvernement d'Édouard Balladur va « *assumer* » – selon le mot de Michel Roussin, alors ministre de la Coopération – l'héritage de la politique rwandaise menée par François Mitterrand.

C'est une charge terrible, Monsieur, qui est lancée là contre les autorités françaises. D'autant plus terrible qu'il n'y a qu'un alignement de faits se suffisant à eux-mêmes. Ces faits sont dévastateurs.

Poussés par la presse, les responsables politiques n'ont, au soir du 6 avril 1998, d'autre choix que de monter au créneau et de multiplier les interventions dans les médias. À la radio, Édouard Balladur, Premier ministre du gouvernement de cohabitation formé entre 1993 et 1995, s'insurge contre « *toute cette campagne sur le génocide du Rwanda* ». Il se dit « *révolté* ». Et assure : « *Peu après mon arrivée à Matignon, la France a arrêté ses exportations d'armes.* »

Ses propos sont contredits... par son ancien ministre de la Coopération ! Au même moment, Bernard Debré

affirme en effet sur une autre antenne : « *Quand il y a eu des massacres épouvantables, à partir du 6 avril 1994, la France a continué pendant cinq à huit jours, ou dix jours, à livrer des armes.* » En réalité, nous l'avons vu, les livraisons clandestines se sont poursuivies jusqu'au mois de juin, malgré l'embargo de l'ONU.

Le fantôme de François Mitterrand fait irruption. Bernard Debré en dresse un portrait peu flatteur. Le président, dit-il, était « *assez féru d'Afrique* » mais « *avait un travers : des amitiés interlopes et le goût du secret, qu'il partageait avec un certain nombre et en particulier avec son fils, Jean-Christophe Mitterrand, qui était assez souvent en Afrique dans des affaires un peu curieuses* ».

Ancien ministre socialiste de la Coopération, Jean-Pierre Cot met lui aussi en cause le président français. Ce dernier, explique-t-il, porte une part de responsabilité dans les troubles relations unissant la France à l'Afrique : « *Mitterrand, après d'autres et avant d'autres, à force d'amitiés, a perverti la relation politique avec l'Afrique.* » Et Jean-Pierre Cot de citer, en vrac, sans donner de détails, l'affaire du carrefour du développement, le « *système* » Elf...

Avec d'autres confrères, nous sommes invités à participer au *Téléphone sonne*, sur France-Inter. Des centaines d'auditeurs appellent. Plusieurs témoignent en direct. Certains se disent indignés par « *la campagne*

menée contre la France ». D'autres font part de leur expérience rwandaise, racontent ce qu'ils ont vécu et traversé. D'autres encore expriment leur stupéfaction, leur incrédulité, exigent des explications. Un officier des services de renseignements intervient. Il ne donne pas son nom mais confirme à l'antenne la teneur de notre enquête, avant de livrer des détails supplémentaires. Puis il éclate en sanglots. « *Si vous saviez...* »

« Nous sommes noués, Monsieur. Tout au long de cette heure de débat, nous aurons bien du mal à parler. Pour prononcer de simples mots, il nous faudra nous forcer, nous contraindre. Et cet effort nous brûle, il nous consume. Nous jonglons avec les images du génocide qui, fulgurantes, nous reviennent avec une brutalité parfois inouïe. À chaque fois, il nous faut les apprivoiser, les adoucir, les polir, sous peine d'incompréhension. Nous sommes à fleur de peau, à fleur de nerfs. C'est un grand écart sur un gouffre de huit cent mille âmes.

La cacophonie est alors totale. Le couvercle qui pesait sur ce « *génocide sans importance* » a volé en éclats. Nous sommes entrés dans les rouages, Monsieur, nous les avons exposés. Et ceux-ci sont effrayants.

Dépassé, Paul Quilès s'efforce d'occuper le terrain. Il exige que lui soient communiqués les accords de défense liant la France à une trentaine de pays africains.